



Quelles réformes pour la France ? Les préconisations du CAE

**Depuis 2013, le Conseil d'analyse économique a publié 14 Notes,
une belle boîte à idées pour les réformes structurelles
dont l'économie française a besoin**

Relancer l'emploi, assainir les finances publiques, redresser la compétitivité. Tels sont les trois défis auxquels notre pays doit faire face. Depuis 2013, le Conseil d'analyse économique (CAE), présidé par Agnès Bénassy-Quéré, a fait des propositions concrètes pour progresser sur ces trois axes, tout en améliorant l'accès aux services publics et privés pour les ménages, en particulier pour les plus modestes.

La question des réformes structurelles est trop souvent en France abordée de façon négative, en se focalisant sur les contraintes à court terme, ou bien en adoptant une approche trop cloisonnée. Pour le CAE, le temps est venu de renouveler notre approche et de saisir les gains que pourraient apporter diverses réformes pour la croissance et l'emploi, mais aussi pour l'équité entre citoyens.

Trois priorités pour l'emploi : le contrat de travail, le coût du travail et l'accompagnement des jeunes vers l'emploi

La France depuis les années 1970 souffre d'un chômage supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE alors que ses dépenses publiques pour l'emploi sont, elles, supérieures à la moyenne. C'est donc que nos politiques ne répondent pas aux problèmes structurels du marché du travail. Trois questions priment pour le CAE. La première est la dualité du marché du travail entre CDI et CDD. Le CAE préconise de sécuriser la rupture de CDI pour motif économique tout en modulant les cotisations des entreprises en fonction de leur volume de destruction d'emplois afin de se prémunir d'éventuelles dérives. La deuxième question est celle du coût du travail. En France, le taux de chômage des personnes susceptibles de gagner plus de 1 650 euros nets par mois est inférieur à 6 %. Le coût du travail n'est donc pas le principal problème pour les plus qualifiés. Il l'est en bas de l'échelle des qualifications où il convient de concentrer les baisses de cotisations sociales et d'assouplir les conventions collectives de branche afin de limiter une dynamique des salaires déconnectée de l'évolution de la productivité comme de la hausse du chômage. La troisième question, enfin, est celle de l'accompagnement des jeunes peu qualifiés vers l'emploi. Le CAE préconise de promouvoir l'enseignement professionnel et les passerelles études-emploi, encore trop limitées par rapport à nos voisins, et soutient la création d'un RSA jeune dont le versement serait fortement conditionné à l'insertion dans un programme de formation et d'accompagnement vers l'emploi, privilégiant le secteur marchand.

Logement et santé : des inefficacités qui pèsent sur les dépenses publiques et induisent de fortes inégalités

Les dépenses publiques en faveur du logement représentent au total 45 milliards d'euros par an, pour une efficacité limitée. Le CAE préconise de transférer systématiquement au niveau de l'intercommunalité la responsabilité des plans d'urbanisme, de supprimer par étapes les aides à la pierre, de réformer la fiscalité pour favoriser les mutations, d'ouvrir à la concurrence la construction de logements sociaux, de réformer et rendre plus transparents les critères d'attribution de ces logements et, enfin, de fusionner les aides au logement avec l'ensemble des dispositifs de soutien aux revenus modestes.

Dans le domaine de la santé, le CAE préconise deux actions majeures. D'une part, définir un « panier de soins solidaire » financé par un système de solidarité entre malades et bien portants qui inclurait l'ensemble des biens et services médicaux financés de manière solidaire. D'autre part, permettre un réel pilotage de l'offre de soins grâce à un système de contractualisation des offreurs de soins et mettre fin à un système d'assurance-maladie à deux étages, source d'inefficacité avec une importante duplication des coûts de gestion.

Renforcer la compétitivité de nos exportations en agissant sur notre politique énergétique

Le redressement de la compétitivité de nos entreprises concerne toutes les politiques publiques : coût du travail, logement, santé, concurrence, transition énergétique. Tous ces sujets doivent être analysés à l'aune de la compétitivité, même lorsque l'objectif premier est autre. Ainsi, l'augmentation des prix de l'énergie est inéluctable, face au développement nécessaire des énergies renouvelables. Or, une augmentation de 10 % le prix de l'électricité en France ampute la valeur de nos exportations de 2 %. Pour préparer la compétitivité de demain, il importe d'inciter les agents économiques à anticiper ce coût croissant par des investissements dans des technologies ou des produits plus économes en énergie. À court terme, en se fondant sur la spécificité française qui consiste à taxer fortement le travail et faiblement l'énergie, les auteurs du CAE soulignent que les gains de la taxation supplémentaire de l'énergie seraient autant de marges de manœuvre en plus pour réduire le coût du travail et ainsi durablement agir pour la compétitivité de nos entreprises, en premier lieu les PME exportatrices.

« Ce dernier exemple nous montre bien la nécessité de décroiser notre approche des politiques publiques si nous voulons atteindre nos objectifs de croissance, d'emploi et d'équité », conclut Agnès Bénassy-Quéré.

Retrouvez les *Notes du CAE* sur www.cae-eco.fr

À propos du Conseil d'analyse économique

Placé auprès du Premier ministre, le Conseil d'analyse économique a pour mission d'« éclairer, par la confrontation des points de vue et des analyses, les choix du gouvernement en matière économique ». Il est composé d'économistes universitaires et de chercheurs reconnus et réalise en toute indépendance ses travaux qu'il rend publics. Les opinions exprimées dans les Notes du CAE sont celles de leurs auteurs et n'engagent ni le Conseil, ni le président délégué, ni bien entendu le Premier ministre.

Contact Presse
Christine CARL

01 42 75 77 47



Suivez le CAE sur @CAEInfo

christine.carl@pm.gouv.fr
Courriel itinérant : c.carl@orange.fr